Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1984)
Heft: 726

Buchbesprechung: Notes de lecture
Autor: N.H. / S.K.

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

La tentation populiste

temps qu'elle oblige celle-ci à s'adapter à des problèmes nouveaux, dont la dégradation de l'environnement est le plus évident. Accumulant les revendications ou les propositions sans jamais en retrancher aucune, le parti socialiste n'a pas cherché à résoudre les contradictions qui en naissaient, à faire l'effort d'une synthèse entre les aspirations de toujours et les réalités d'aujourd'hui.

Le populisme, le social-poujadisme apparaît comme l'espoir de retrouver des racines, la quête d'une position confortable; il est symptomatique que l'initiative de l'Action nationale ait bouleversé tous les clivages existant parmi les socialistes: écologistes, sociaux-démocrates, syndicalistes, extrême gauche se sont partagés. A l'opposé, l'incantation antixénophobe n'est pas suffisante. Le suivisme démagogique et le moralisme facile sont deux voies qui éloignent de l'action concrète.

F. B.

NOTES DE LECTURE

Le retour des patriotes

«Dans la mentalité conservatrice, le «hibou de Minerve», en effet, ne prend son vol qu'à l'heure où le crépuscule approche.» La formule de Karl Mannheim n'a rien perdu de sa pertinence: la mentalité conservatrice est avant tout pragmatique: elle ne théorise que sur provocation, lorsque ses certitudes sont attaquées frontalement. Et c'est précisément la mise en cause du consensus social et politique, la crise des valeurs traditionnelles qui engendrent le néo-conservatisme actuellement à la mode. La Suisse n'échappe pas à cette vague. Le livre d'Edgar Fasel, «Faut-il brûler la Suisse?» (Julliard/L'Age d'Homme) est là pour en témoigner.

Au début des années septante, Hans Tschäni considérait le conservatisme suisse comme une forme particulièrement répressive du patriotisme. Qu'en est-il aujourd'hui? Si «dictature», si répression il y a, force est de constater qu'elle est toujours «atmosphérique», c'est-à-dire symbolique plutôt que physique. Zurich ne brûle pas vraiment, l'auteur ne peut que le constater. Pourquoi sent-il dès lors le besoin de prendre la plume? Pourquoi ce plaidoyer patriotique? Qui veut brûler la Suisse? Si l'ancien conseiller personnel de Kurt Furgler, qui a pantouflé chez Nestlé pour regagner, en 1983, le Palais fédéral, part en guerre, c'est qu'il y a une guerre subversive internationale en cours (p. 58). Et les ennemis, dans une guerre symbolique, ce sont bien sûr les intellos... ou plus précisément les «intellocrates» (p. 103). S'il y a ébranlement des valeurs traditionnelles, si les choses vont mal, s'il y a mise en cause des grandes industries, c'est au travail et à l'influence des intellectuels qu'il faut l'imputer. Epigone du néoconservatisme européen, Fasel ne peut que répéter ce que d'autres ont déjà proposé: revalorisation de ce qui est menacé, à savoir la discipline, l'autorité, la famille, l'initiative privée, la tradition, la religion et la conception d'un Etat fort, garant de l'ordre établi.

Le néopatriotisme fasélien est la variante helvétique de ces idéologies réactives dont le succès, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis, est bien connu. Edition de poche quant à sa qualité théorique, d'accord, mais n'oublions pas: si les conservateurs préfèrent la pratique, le concret, cela ne veut pas dire qu'ils soient inefficaces au niveau littéraire. Le livre de Fasel, sorti de presse en novembre 1983, s'est déjà vendu à plus de 3500 exemplaires en Suisse romande... et 5000 autres exemplaires viennent d'être tirés pour les Français! Plusieurs raisons à ce succès: chanter l'éloge du «statu quo», de la patrie, des principes d'ordre, a toujours fait recette en Suisse, Etat dont l'exiguïté contribue à nourrir les sentiments de menace et partant à entretenir des attitudes de défense et de méfiance. Ensuite, Fasel monte habilement dans un train en marche et tire profit d'un phénomène palpable: la *rhétorique du commun* qui actuellement fait fortune. S'il fait froid dehors, on chauffe à l'intérieur, repli, recroquevillement (ce qui, dans le style, donne une abondance de «nous», propre à inspirer la familiarité). Nous sommes tous dans le même bateau, et si celui-ci risque de couler, au moins serrons les rangs pour avoir moins peur! Et Fasel de rajouter un petit appendice helvétique encore plus rassurant: les autres couleront avant nous, c'est-à-dire avant le «mystère suisse» (p. 45), avant la «démocratie-témoin», ce témoin que Fasel veut «simplement faire entendre... non pour son propre avantage,... mais dans l'intérêt humain le plus général» (pp. 29 et 158).

La tâche est de poids, même si on a Dieu de son côté: justement, si nous ne ménageons pas nos spécificités («la grâce de la liberté»), le risque existe de subir le «retrait de la protection divine» (*sic*, p. 162). Le livre devant cependant se vendre au-delà des frontières fribourgeoises, le Fribourgeois Fasel a tout intérêt à compléter les formules un peu trop catholiques par des explications plus universelles, donc marchandes.

LE MEILLEUR DES MONDES

En Suisse on «n'admet pas qu'il existe un type spécial de gestion pour la chose publique. Il n'y a que la bonne et la mauvaise gestion, qu'il s'agisse d'affaires collectives ou privées» (p. 42). Mis à part le fait qu'il s'agit là d'une simplification terrible, comment soutenir à partir d'une description aussi franche du lien entre économie et politique qu'en Suisse, il n'y a pas de pouvoir? Comment dire qu'il y a «absence de castes et de classes» (p. 38) sans tout de suite penser aux élites gestionnaires? A en croire Fasel tout se passe comme si nous vivions dans le meilleur des mondes: «un pointage consciencieux des *procès faits à la Suisse*... montre que 5% environ des critiques sont

justifiées, rien n'étant parfait dans ce bas monde...». L'enjeu serait donc de nous opposer de façon décidée à tous ceux qui nient que nous sommes les meilleurs et qui veulent faire croire que nos activités économiques innocentes (cependant très internationales) auraient aussi des effets négatifs (Nestlé). Les intellectuels, agents de *la campagne de diffamation internationale*, recherchant le «monopole téléologique» et ne fournissant aucun «travail réel», ne peuvent — semble-t-il — que recourir au «langage idéologique (qui) est construit pour exclure la réalité (et) y substituer des pseudo-faits».

PENCHANTS TOTALITAIRES

L'originalité du livre en tant que phénomène culturel et politique réside dans sa teneur offensive. Si en 1972, H. Tschäni prétendait que les conservateurs-patriotes ne se sentaient pas obligés d'argumenter leur cause, aujourd'hui les choses vont autrement. Fasel lance un appel ardent aux entrepreneurs (ceux qui fournissent donc le travail réel dans ce pays?) pour qu'ils ne cèdent pas le terrain de la propagande aux intellocrates mais se défendent en réinventant les relations publiques (les «vraies», bien sûr). Il leur rappelle la guerre subversive généralisée qui veut affaiblir l'économie de marché au profit d'un dirigisme sovié... A en croire Mannheim, cet appel restera illusoire. Car le conservatisme ne pourra jamais que réagir au lieu d'agir, ce qu'il a à proposer restera toujours paradoxal. Aussi paradoxal que cette étrange combinaison de multinationalisme marchand et d'hypernationalisme culturel. Pousser au bout le système capitaliste, puis déplorer qu'il détruise les valeurs traditionnelles — on ne s'en sortira pas! Toujours est-il qu'un livre comme celui de Fasel est contestable. Serait-il aussi dangereux? Ses penchants totalitaires sont palpables. Celui qui prétend avoir le monopole du «langage normal» et qui caractérise toute opinion qu'il ne partage pas «d'idéologie» est lui-même un «idéologue» au pire sens du terme.

N. H. et S. K.

SWATCH

On remet les coucous à l'heure

Lancement de la campagne publicitaire de la Swatch en France. Support: «Libération» et pas «Le Monde». Dans le choix du quotidien, déjà toute une image traditionnelle de la montre suisse qui change. Et c'est vraiment un monde de sophistication glacée et de fric qui s'écroule lorsque McCann Erickson Zurich, chargé par ETA SA des relations publiques de la montre, explique (dans «Libération» du week-end dernier) sa démarche: «Le produit correspond à tout ce que nous croyons savoir du lecteur de «Libération»: la modernité décontractée, des hommes, des femmes qui vivent leur époque en non-conformistes actifs, qui cherchent le bien-vivre, qui dépensent, qui consomment du beau, de l'utile et du drôle. Swatch, c'est l'heure qui se moque de l'heure. C'est pourquoi nous avons choisi «Libération» comme vecteur privilégié.»

La «tradition de sérieux» a du plomb dans l'aile. Même si ce ne sont là que des mots pour vendre. Quand on sait à quel point l'image de la Suisse s'est longtemps confondue avec celle des horlogers de qualité, méticuleux et fiables, on a l'impression que le point de non-retour a été atteint avec ce déferlement des Swatch vendues au deuxième degré, voire même — horreur! — avec humour... Et que dire du fameux «swiss made», lorsque les créateurs de la Swatch lancent sans autre dans la conversation avec le journaliste de «Libé»: «C'est sûr que c'est bien joli la tradition, et que c'est très beau la mécanique horlogère. Mais aujourd'hui, on ne peut plus faire tourner une industrie en croyant que les gens vont dépenser deux mois de salaires pour s'acheter une montre. Et puis, le quartz, c'est aussi la tradition suisse, le sablier, c'est déjà du quartz...» Voilà peut-être le vrai prix de la restructuration bancaire de l'industrie horlogère.

En Allemagne (de l'Ouest, faut-il le préciser), même vague de fond, organisée sans fausses pudeurs. Colossale manifestation à Francfort, par exemple. L'accent est un peu différent: on mise sur le gigantisme. La plus grande montre-bracelet du monde a ainsi été pendue, pendant quelques jours, à la façade de la Commerzbank. On rapporte que certains employés de ce respectable établissement ont été privé de lumière du jour parce que les fenêtres de leurs bureaux étaient obscurcies par cette Swatch surdimensionnée... Offensive ponctuée par une édition spéciale de «Bild/Frankfurt», distribuée à 75 000 exemplaires.

Le Suisse ne trait plus sa vache, vit de moins en moins paisiblement et change de montre comme de chemise.

PETITE QUESTION

Les pères la vertu

Radio suisse romande, jeudi 5 avril, sept heures du matin: «Le président Reagan compte faire interdire l'emploi des armes chimiques.»

D'un usage courant, cher aux Américains, aux Français, aux Russes, aux Israéliens et à de nombreux autres, le napalm est-il une «arme chimique»?

A noter que, pour la bonne bouche, en cas de besoin, nous disposons de notre propre réserve de napalm en Suisse. Le colonel Ulrich Imobersteg, chef de la division «protection armes chimiques» au Département militaire fédéral, peut renseigner.

Edm. Kaiser